

Action

LA VIE
ASSOCIATIVE
ET CITOYENNE

RÉSISTANCES
À la
mondialisation
libérale,
mouvement social,
femmes,
sans-papiers...



ÉCONOMIE
SOLIDAIRE
Monde mutualiste,
mouvement
coopératif,
commerce
équitable...

ÉCOLOGIE
Environnement,
cadre de vie...

CULTURE
ALTERNATIVE
Théâtres de rue,
friches, squats...

SUR LE NET
L'action citoyenne
sur la toile

La séquence Action
est coordonnée par
Françoise Galland
avec Claire Martin
(Résistances),
Thierry Brun,
Dante Sanjurjo
(Économie solidaire),
Fabrice Nicolino
(Écologie), David Lan-
glois-Mallet, (Cul-
ture), Christine Tré-
guier (sur le net,
babilweb@politis.fr).

Contacts :
Françoise Galland,
01 55 25 86 70,
association@politis.fr

Pour la partie
Économie solidaire :
Thierry Brun,
01 55 25 86 87,
ecosocial@politis.fr

LUTTES

Sale boulot

Depuis près de quatre mois, des femmes de chambre de l'entreprise de nettoyage Arcade font grève. Elles réclament des conditions de travail dignes.

Vingt-sept femmes de chambre et employés de ménage, salariées de l'entreprise de nettoyage Arcade, sous-traitante du groupe Accor (1), ont entamé une grève le 7 mars.

En 113 jours de conflit, le plus long qu'ait connu la société spécialisée dans l'hôtellerie depuis sa création en 1935, aucun accord n'a été trouvé. Depuis près de quatre mois, les 24 femmes et 3 hommes grévistes survivent grâce au soutien financier du syndicat SUD Propreté et services et de plusieurs associations qui les soutiennent (2). Huit d'entre eux ont été licenciés, pour « faute lourde » selon la direction. Même si le code du travail spécifie qu'un salarié en grève ne peut être licencié...

Pourtant, aucune de ces personnes n'a l'intention de baisser les bras. « Si on en est arrivé là, explique Mayant Faty, déléguée syndicale SUD, c'est qu'on n'en peut plus. On ne veut plus faire le ménage dans les hôtels dans des conditions dignes de l'esclavage. On ne reprendra le travail qu'avec la tête haute. » Et cette

femme de chambre de 42 ans, salariée d'Arcade depuis plus de dix ans, d'ajouter : « Toutes les sociétés sous-traitantes du nettoyage sont pareilles. Il ne sert à rien de partir ailleurs. Si on veut que ça change, il faut combattre là où on est. » Or, si la direction entend négocier sur certains « aspects pratiques », elle estime les principales revendications « exubérantes » (voir ci-contre). D'autant que « les grévistes représentent moins de 1 % de nos salariés, 27 personnes sur 2 400 – même si je n'en compte, pour ma part, que 12 (8 n'en sont plus et certains sont partis il y a bien longtemps) », précise Guy Auneau, directeur administratif et financier d'Arcade. « Ils sont minoritaires, soutenus par un syndicat minoritaire. » Mais déterminés.

Issues de l'immigration africaine (Mali, Sénégal, Mauritanie, Maghreb...), ces femmes savent à peine lire et écrire. Souvent, Arcade a été leur premier employeur à leur arrivée en France il y a plus de dix ans. À l'image de la plupart des salariés de l'en-

treprise, selon le syndicat SUD. « Cette population précaire, souvent pauvre, généralement illettrée et fraîchement immigrée en France, donc malléable, corvéable, semble particulièrement appréciée de l'entreprise », remarque Christian Chedouba, membre du syndicat. Les petites mains qui font la propreté, et donc la réputation de certains hôtels Ibis, Novotel ou Mercure, sont généralement à temps partiel et doivent traiter « dans les règles de l'art », ainsi que le stipule leur contrat, entre 3 et 5 chambres par heure, selon le nombre d'étoiles et la superficie à nettoyer. « Une cadence impossible à tenir », estime Mayant Faty.

« Les femmes de chambre salariées des hôtels Accor sont à plein temps, continue Christian Chedouba. En huit heures, elles n'ont que 16 chambres à nettoyer dans un quatre étoiles, contre 20 à 23 en six heures pour les salariés d'Arcade. » Ces derniers sont payés 7,16 euros de l'heure, soit 49 centimes de plus que le Smic (quelle que soit l'ancienneté), ce qui correspond mensuellement à une moyenne



Les femmes de chambre refusent de reprendre le travail tant qu'une réponse n'aura pas été apportée à leurs revendications.